



# Fonds petite capitalisation internationale Ninepoint — Aperçu du marché

Le 15 mai 2020

## Chers clients et collègues,

Alors que les banques centrales collaborent pour aider à atténuer les répercussions de la COVID-19, l'attention se tourne sur la façon dont les gouvernements contribueront à soutenir l'économie post-pandémique. Après avoir réduit les taux d'intérêt à près de zéro et lancé plusieurs programmes de prêts et de liquidités, le président de la réserve fédérale, Jerome Powell, semblait suggérer que la balle était résolument dans la cour du Congrès. Powell a déclaré « qu'un soutien budgétaire additionnel pourrait être coûteux, mais qu'il pourrait en valoir la peine s'il aide à éviter les dommages économiques à long terme et qu'il permet une reprise plus solide. Ce compromis appartient à nos représentants élus qui disposent des pouvoirs en matière de fiscalité et de dépenses. » (*traduction*)

On pourrait affirmer qu'offrir du financement rapidement et directement aux particuliers et aux entreprises était la mesure appropriée à prendre compte tenu de la façon dont l'économie s'est pratiquement arrêtée. Il est probable que tous les plans à court terme continueront de se concentrer sur les personnes sans emploi et les petites et moyennes entreprises. Toutefois, à l'avenir, il serait logique de s'attendre à ce que ces paiements soient économisés plutôt que dépensés, car l'argent (sa préservation) est roi.

2020 est une année électorale aux États-Unis et l'une des principales questions sera de savoir comment contribuer à la reprise économique en 2021. La façon traditionnelle de le faire consiste à se tourner vers les dépenses budgétaires pour stimuler l'économie, notamment en investissant dans l'infrastructure. Il y a de nombreux avantages à aider l'industrie de l'infrastructure. Premièrement, elle produit beaucoup d'emplois, soit près de 8 % de la main-d'œuvre mondiale. Elle peut utiliser les travailleurs d'autres secteurs où l'impact du chômage peut être plus permanent. Les projets d'infrastructure peuvent également viser des secteurs particuliers qui ont été frappés plus durement par la récession causée par la COVID-19. De nombreuses petites entreprises locales – celles qui sont plus susceptibles de déclarer faillite – fourniront des matières premières, ainsi que d'autres biens et services, entraînant un effet de retombée sur l'économie.

Par conséquent, il est raisonnable de supposer qu'une imposante facture d'infrastructure sera en jeu. Le président américain, Donald Trump, a déjà parlé de reconstruire les routes, les ponts et les aéroports américains. La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a déjà préconisé un investissement dans l'infrastructure dans le cadre de l'intervention, se concentrant davantage sur la santé et l'économie numérique, mais jusqu'à maintenant les deux côtés n'ont pas conclu d'entente.

## Nos spécialistes en investissement



**Robert Beauregard,**  
CFA, CMA, CPA

Chef des placements et  
gestionnaire de portefeuille de  
Gestion d'actifs Global Alpha



**Qing Ji, ME, MBA, CFA**

Gestionnaire de portefeuille de  
Gestion d'actifs Global Alpha  
— Sous-conseillère

De l'autre côté de l'Atlantique, le gouvernement du Royaume-Uni (R.-U.) a dévoilé un plan de dépenses en infrastructure de 640 milliards de livres pour 2020 à 2025. Annoncé au début de la pandémie au R.-U., le budget prévoit une augmentation des dépenses pour les routes, les chemins de fer et une ambitieuse cible pour de nouvelles maisons. Le R.-U. a toujours le Brexit dans la mire, et le nouveau système d'immigration et ses répercussions potentielles sur la disponibilité de la main-d'œuvre restent à examiner. Néanmoins, on prévoit une augmentation de la production du secteur de la construction d'environ 2,5 % en 2021 et en 2022 en raison des plans de dépenses en infrastructure.

Le gouvernement japonais a annoncé le plus important plan de relance de son histoire, soit de 117 billions de yens, ce qui équivaut à 20 % de son PIB, dont les dépenses budgétaires directes totalisent 48,4 billions de yens. Au cours des ralentissements économiques précédents, le Japon avait investi massivement dans les aéroports, les chemins de fer, les autoroutes et les tunnels.

Les programmes d'infrastructure sont lents à démarrer, et la clé pour avoir un impact sur la reprise consiste à trouver des projets prêts à commencer ou des projets dont le processus d'approbation est plus simple et plus rapide. Les projets d'entretien sont un bon exemple, parce qu'ils ont l'avantage de faire appel à une main-d'œuvre abondante. L'occasion serait peut-être également propice pour accélérer les projets qui pourraient avoir des avantages sociaux et environnementaux à long terme. Il pourrait s'agir d'infrastructure de soins de santé, de logements abordables, d'installations de traitement de l'eau et de gestion des déchets améliorées et de projets d'énergie renouvelable.

D'autres exemples de projets appropriés comprennent un projet de réparation des nids-de-poule de 500 millions de livres par année au R.-U. et le gouvernement canadien qui met 2 milliards de dollars de côté pour les projets de nettoyage des puits de pétrole abandonnés. La Chambre de commerce canadienne a écrit au ministre de l'Infrastructure afin de lui demander une avance sur les fonds qui devaient être dépensés au cours des prochaines années, notamment le Fonds national des corridors commerciaux (FNCC) de 2 milliards de dollars qui avait attiré plus de propositions qu'il pouvait initialement financer. Les projets qui étaient valables, mais qui n'avaient pas de financement, pourraient possiblement commencer rapidement. En pleine année électorale aux États-Unis, l'adoption d'un projet de loi de 287 milliards de dollars qui a été proposé l'année dernière pourrait aller trop loin, mais un prolongement du marché actuel soutiendrait les activités d'infrastructure.

Ceux qui s'opposent à une augmentation de la facture d'infrastructure citent l'incapacité des politiciens à attribuer aux projets appropriés une augmentation de l'endettement et le fait qu'un des facteurs contraignants de la construction est le manque de main-d'œuvre qui pourrait survenir si les niveaux d'emploi d'autres secteurs se rétablissent aux niveaux préalables à la COVID-19 et que l'immigration demeure faible. Les opposants préfèrent se concentrer à stimuler l'investissement du secteur privé, utilisant une capacité inutilisée et favorisant les réembauches.

Voici certains de nos avoirs qui tireraient profit d'une augmentation des dépenses d'infrastructure :

### **SHO-BOND (1414 : JP)**

SHO-BOND est la plus importante société du Japon spécialisée dans le renforcement, la réparation et l'entretien de ponts, de tunnels et d'autres structures en béton utilisées massivement. Elle fabrique également des produits de remplissage interne pour les structures en béton, des feuilles de résine pour prévenir l'effondrement du béton et des matériaux utilisés dans l'installation d'amortisseurs pour la résistance aux tremblements de terre; 95 % de ses revenus proviennent de

projets publics.

### **Urban & Civic (UANC : LN)**

Urban & Civic (UANC) est le principal maître d'œuvre du R.-U. Un maître d'œuvre est responsable d'obtenir un permis de construire et de livrer les infrastructures communautaires dans une parcelle de terrain aménagée aux constructeurs d'habitations. La société a neuf sites dans son portefeuille, avec 33 500 logements consentis et prévus et six sites commerciaux. UANC possède un site stratégique de 785 acres au Buckinghamshire et prévoit que 5 000 maisons pourraient y être construites. Cet emplacement est très intéressant, car le site est adjacent au dépôt de la nouvelle ligne à grande vitesse (High Speed 2 [HS2]) où la HS2 rencontrera la ligne ferroviaire est-ouest proposée.

### **Bucher (BUCN : SW)**

Bucher est un groupe industriel diversifié et, bien qu'il soit principalement exposé à l'agriculture, il fournit également des véhicules municipaux comme les balayeuses de rue, les véhicules de maintenance hivernale et les véhicules de nettoyage des canalisations. Bucher Municipal est le chef de file européen du marché des balayeuses de rue et les véhicules de maintenance hivernale.

Bonne semaine.

**L'équipe de Global Alpha**

## Fonds petite capitalisation internationale Ninepoint Rendements Composés<sup>1</sup> au 30 avril 2020 (SÉRIE F NPP371)

|        | 1 MOIS | ÀJ      | 3 MOIS  | 6 MOIS  | 1 AN    | Début  |
|--------|--------|---------|---------|---------|---------|--------|
| Fond   | 6,2 %  | -17,7 % | -16,3 % | -13,1 % | -12,5 % | -5,0 % |
| Indice | 7,7 %  | -14,3 % | -13,5 % | -9,8 %  | -9,4 %  | -5,8 % |

<sup>1</sup>Tous les rendements et les détails sur le Fonds a) font référence à la série 30 avril, 2020; b) sont présentés après les frais; c) sont annualisés pour les périodes supérieures à un an; d) figurent au 30 avril, 2020. L'indice est composé à 100 % de l'indice MSCI EAFE Small Cap NR USD (CAD) et calculé par Partenaires Ninepoint LP en fonction des renseignements destinés au public à son sujet. <sup>2</sup> Le cas échéant, tous les chiffres sont annualisés et basés sur les rendements mensuels depuis la date de création. Le taux d'intérêt hors risque et le rendement minimal acceptable sont calculés en fonction du taux des bons du Trésor canadien sur une période mobile de 90 jours. Le taux de rendement ou la table mathématique présenté(e) n'est utilisé(e) que pour illustrer les effets du taux de croissance composé; son but n'est pas de donner une indication des valeurs futures du fonds commun de placement ou du rendement des investissements dans le fonds commun de placement. <sup>3</sup> Les dix principales participations en actions sont présentés au mai 15, 2020. Les répartitions sectorielle et géographique sont présentés au 29 décembre 2017. Les pondérations sectorielles sont calculées en pourcentage du portefeuille de la valeur liquidative. Les totaux peuvent ne pas paraître exacts en raison de l'arrondissement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les actifs ou passifs hors portefeuille.

**Le Fonds est généralement exposé aux risques suivants. Veuillez consulter le prospectus du Fonds pour obtenir une description de ces risques : Risque lié aux CAAÉ; Risque lié à la concentration; Risque de crédit; Risque de change; Risque lié à la cybersécurité; Risque lié aux marchés émergents ; Risque lié aux placements étrangers; Risque lié à l'inflation; Risque lié à la liquidité; Risque lié au marché; Risque lié à la réglementation; Risque lié aux opérations de prêt, de mise en pension et de prise en pension de titres; Risque lié à la série; Risque lié aux petites sociétés; Risque lié à un émetteur donné; Risque lié aux sous-conseillers; Risque lié à la fiscalité.**

Partenaires Ninepoint LP est le gestionnaire de placement des Fonds Sprott (collectivement appelés les « Fonds »). Un placement dans les fonds communs de placement peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion, des honoraires au rendement, le cas échéant, et d'autres frais et charges. Veuillez lire attentivement le prospectus avant de faire un placement. Le taux de rendement des parts de série F présenté pour la période close le 30 avril 2019 représente le rendement global antérieur, composé annuellement, compte tenu des variations de la valeur des parts et du réinvestissement de toutes les distributions. Il ne tient pas compte des frais de vente, de rachat, de distribution ou des frais optionnels, ni des impôts sur le revenu à payer par le porteur de parts, lesquels auraient réduit le rendement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les renseignements contenus dans la présente communication ne constituent pas une offre ni une sollicitation par toute personne résidant aux États-Unis ou dans toute autre juridiction où une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée ou à toute personne qu'il est illégal de solliciter ou à qui il est illégal de faire une telle offre. Les investisseurs éventuels qui ne résident pas au Canada devraient s'adresser à leur conseiller financier pour déterminer si les parts du Fonds peuvent être légalement vendues dans leur juridiction.

SERVICES AUX COURTIER : CIBC Mellon GSSC Record Keeping Services: sans frais : 1.877.358.0540

